

La sous-alimentation dans le monde

Décompte des personnes souffrant de la faim: tendances à long terme dans les pays en développement

Le Sommet mondial de l'alimentation en 1996 et le Sommet du Millénaire en 2000 ont tous deux fixé comme objectif une réduction de moitié de la faim entre 1990, période de référence, et 2015. Si la date prévue approche, l'objectif lui demeure élué.

En dépit d'avancées considérables concernant la réalisation de la cible des OMD, c'est-à-dire la réduction de moitié des victimes de la faim, il faudra intensifier les progrès pour atteindre l'objectif fixé pour 2015.

La réalisation de l'objectif du SMA - ramener de 800 millions à 400 millions le nombre absolu de personnes souffrant de la faim - constitue un tout autre défi qui imposera des progrès beaucoup plus rapides (voir les graphiques ci-dessous). La population mondiale devrait augmenter d'environ deux milliards entre la période de référence (1990-92) et 2015. En conséquence, même si cette population accrue de personnes sous-alimentées est réduite de moitié, près de 600 millions de

personnes continueront de souffrir chroniquement de la faim dans les pays en développement. Pour atteindre la cible de 400 millions fixée par le SMA, il faudrait réduire la proportion des victimes de la faim non pas de moitié, mais des deux tiers.

Des progrès inégaux au niveau régional

Sur toutes les régions en développement, seule la région Amérique latine et Caraïbes est parvenue à réduire la prévalence de la faim assez rapidement depuis 1990 pour atteindre la cible des OMD à condition que la cadence actuelle soit maintenue. La région Asie-Pacifique a elle aussi de bonnes chances d'y parvenir si le rythme des progrès peut être légèrement intensifié dans les années à venir.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord en revanche, la prévalence de la faim est faible, mais elle augmente plutôt que de diminuer. Pour atteindre cet

objectif, la région devra inverser la tendance à la hausse enregistrée durant la dernière décennie.

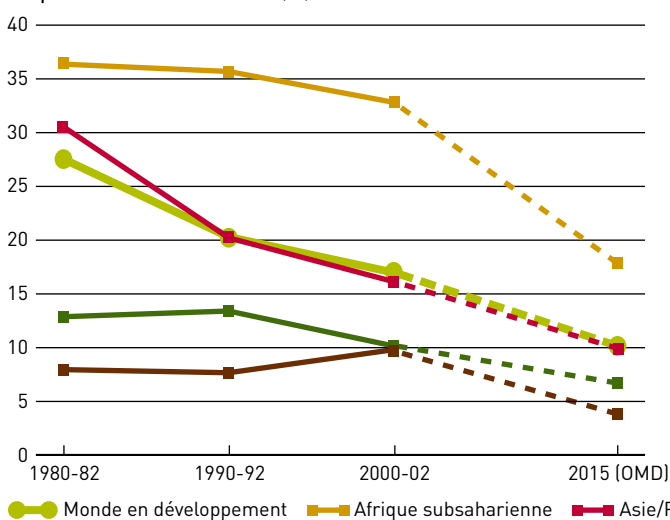
En Afrique subsaharienne, la prévalence de la sous-alimentation a très légèrement fléchi bien que le rythme des progrès se soit accéléré dans les années 90. Pour atteindre la cible des OMD, la région devra considérablement intensifier son action.

S'agissant de la cible du SMA, les avancées ont été encore plus lentes et plus inégales. Les améliorations des années 80 étaient intégralement dues aux progrès de l'Asie. Dans toutes les autres régions en développement, le nombre des victimes de la faim a en fait augmenté.

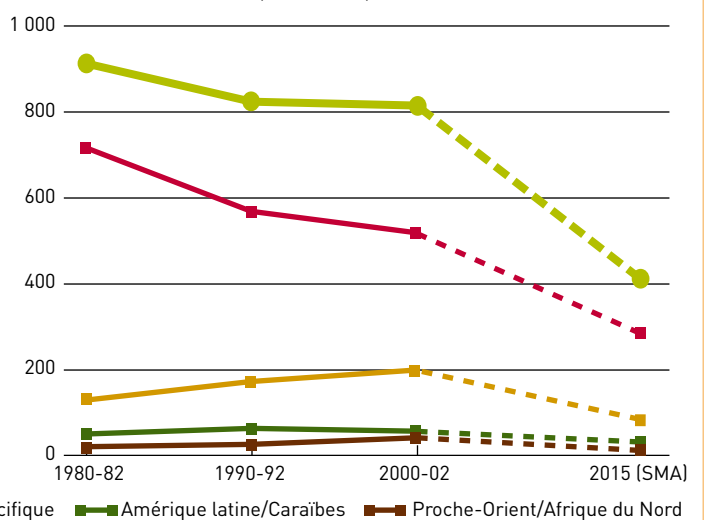
Depuis la période de référence du SMA, les progrès se sont notablement ralentis en Asie, et sont tombés au point mort dans le reste du monde. Seule la région Amérique latine et Caraïbes est parvenue à inverser la tendance négative des années 80, et à enregistrer des succès dans les années 90, bien que

Tendances à long terme de la proportion et du nombre de sous-alimentés par région - 1980-82 à 2000-02

Proportion de sous-alimentés (%)



Nombre de sous-alimentés (en millions)



Source: FAO

L'Afrique subsaharienne ait réussi à ralentir sensiblement l'accroissement du nombre de personnes sous-alimentées.

Progrès enregistrés par les pays en vue de la réalisation de la cible des OMD

Pour évaluer les avancées nationales vers la réalisation de la cible des OMD, il est utile d'examiner le ratio de la prévalence de la faim en 2000-02 à celle de la période de référence, 1990-92.

La faim n'est pas un problème dans six pays en développement où moins de 2,5 pour cent de la population souffrent de sous-alimentation. La cible des OMD a déjà été atteinte dans sept autres pays où la proportion des victimes de

la faim a déjà été réduite de moitié au moins.

Plus de 40 autres pays s'acheminent vers la réalisation de l'objectif fixé, même si nombre d'entre eux devront accélérer l'allure pour y parvenir d'ici 2015. Dans 23 pays, les choses n'ont guère évolué, tandis que la prévalence de la faim est en augmentation dans 14 autres pays.

Pour remettre ces chiffres en perspective, il convient de tenir compte de l'importance de la faim dans ces pays. Si l'on regroupe les pays sur la base de la prévalence actuelle de la sous-alimentation, on constate que c'est là où la faim est la plus répandue que les progrès ont été les plus lents.

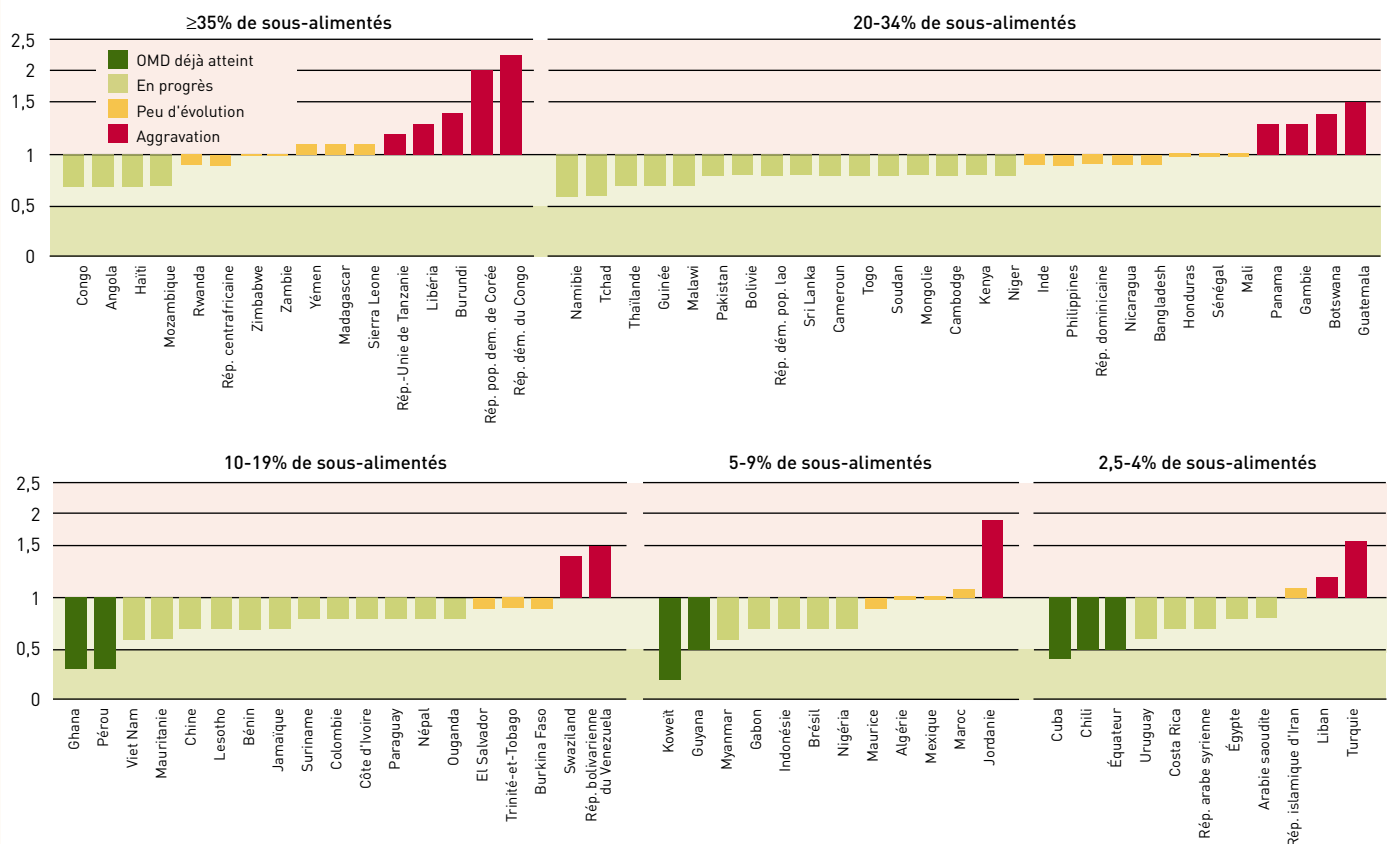
Seuls quatre des 16 pays où plus 35 pour cent de la population est sous-alimentée sont en bonne voie pour atteindre

l'objectif des OMD. Aucun d'entre eux n'y est encore parvenu. La prévalence de la sous-alimentation augmente ou reste globalement inchangée dans les 12 autres pays de ce groupe où la faim demeurera un problème majeur même si l'objectif est atteint.

La plupart des pays de tous les autres groupes sont parvenus à réduire la faim, y compris deux tiers des pays où une proportion de 20 à 34 pour cent des gens est sous-alimentée. Aucun des pays de ce groupe n'a encore toutefois atteint sa cible. À l'autre bout du spectre, 15 des 23 pays où moins de 10 pour cent de la population sont sous-alimentés marquent des progrès dans la lutte contre la faim, notamment cinq d'entre eux qui ont déjà atteint l'objectif des OMD.

Avancées et régressions - ratio de la prévalence de la sous-alimentation en 2000-02 et 1990-92

Pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation en 2000-02 (cible OMD = 0,5)



Le graphique n'inclut pas les pays où la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à 2,5 pour cent, ni ceux pour lesquels les données sont insuffisantes, notamment l'Afghanistan, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie. L'Éthiopie et l'Érythrée ne sont pas prises en compte, car elles ne constituaient pas des entités séparées en 1990-92.

Source: FAO

La sous-alimentation dans le monde

Croissance économique et réduction de la faim

La logique voudrait qu'une croissance économique soutenue générant une prospérité et une productivité nationales accrues ait pour effet de réduire la faim, et les preuves ne manquent pas à cet égard (voir le graphique ci-dessous). On aurait donc tendance à penser que les pays n'ont qu'à intensifier leur croissance économique pour atteindre les objectifs de réduction de la faim fixés par les OMD et le SMA.

Des analyses réalisées dans plusieurs pays en développement montrent toutefois qu'en l'absence de mesures spécifiques de lutte contre la faim, la croissance économique à elle seule peut laisser longtemps à la traîne un grand nombre de victimes de la faim, notamment en zones rurales. Ces analyses montrent également que la croissance économique a un impact bien plus important sur la faim lorsqu'elle intervient en zones rurales et dans des pays qui ont déjà créé un climat propice au développement rural et à la valorisation des ressources humaines.

Aucun schéma particulier ne ressort d'une comparaison entre les taux de

croissance économique des pays regroupés sur la base des progrès enregistrés dans la lutte contre la faim (voir le graphique). Comme il se doit, le groupe des pays où la faim a augmenté durant les années 90 est également celui qui affiche la plus mauvaise performance économique. Loin de s'accroître, leur produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est contracté à un taux annuel moyen de 1,4 pour cent. Tous les autres groupes ont enregistré des améliorations.

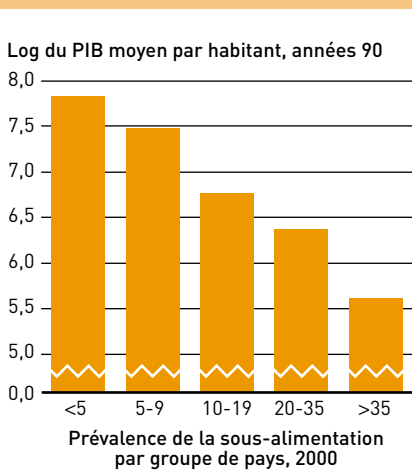
Dans tous les autres groupes, il n'existe aucune corrélation évidente entre le rythme de la croissance économique et les percées de la lutte contre la faim. Paradoxalement, le groupe où les avancées ont été les plus rapides du point de vue de la réduction des victimes de la faim a enregistré une croissance économique relativement lente.

De même, si l'on reporte sur un graphique l'évolution du PIB de différents pays durant les années 90 en fonction de leurs progrès concernant la cible des OMD - diminuer de moitié la proportion de gens qui souffrent de la faim - la ligne de tendance est quasiment

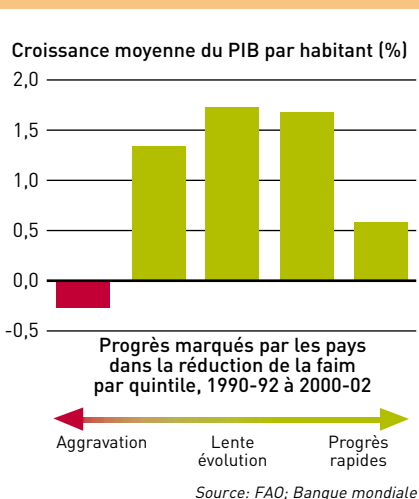
plate (voir le graphique). En revanche, si l'on examine l'évolution sur une plus longue période, on constate que la croissance économique et la réduction de la faim sont effectivement corrélées. Si l'on reporte sur un graphique les progrès relatifs à la cible des OMD des pays qui ont enregistré une croissance économique positive pendant les années 80 et 90, la ligne de tendance est nettement plus abrupte, attestant une plus forte corrélation entre le rythme de la croissance économique sur une période prolongée et celui des avancées de la lutte contre la faim.

Cette tendance laisse à penser qu'une croissance soutenue peut avoir un impact cumulatif plus important sur la réduction de la faim. On pourrait également y voir la preuve que l'incidence de la croissance économique sur la faim ne se fait sentir qu'après un certain temps. Une étude de la FAO a montré qu'il fallait plus de temps pour que la croissance économique ait un impact sur la réduction de la faim que pour obtenir une accélération de la croissance économique en améliorant la nutrition.

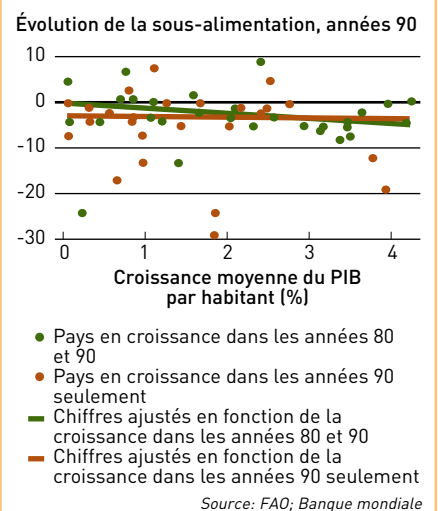
PIB dans les années 90 et prévalence de la sous-alimentation en 2000



Croissance du PIB dans les années 90 et réduction de la faim, par quintile



Croissance économique et réduction de la faim



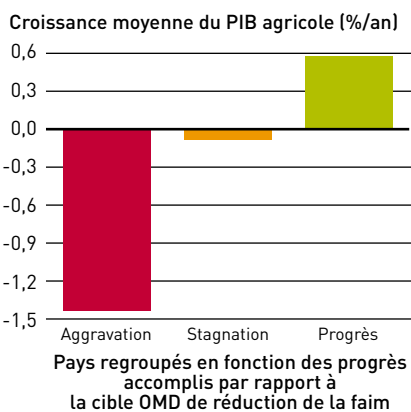


Il est clair que la relation entre croissance économique et réduction de la faim joue dans les deux sens. Une analyse des coûts de la faim présentée dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004* a permis de conclure que la perte de productivité tout au long de la vie des personnes dont les capacités physiques et cognitives ont été altérées par un faible poids à la naissance, une malnutrition protéocalorique et des carences en vitamines et minéraux essentiels représente, en valeur actualisée, entre 5 et 10 pour cent du PIB des pays en développement. Une autre étude de la FAO analyse les rapports entre l'apport nutritionnel et la croissance économique à Sri Lanka. Elle conclut que l'amélioration de la nutrition se répercute rapidement sur la croissance du PIB, une augmentation de 1 pour cent de la ration protéique engendrant à long terme un accroissement de 0,49-pour cent du PIB.

Le rôle majeur de la croissance agricole

Nombre d'études ont apporté la preuve que l'impact de la croissance économique sur la réduction de la faim et de la pauvreté dépend tout autant de la nature de la croissance que de son ampleur et de sa rapidité. Ainsi, la Banque mondiale a analysé des don-

Croissance du PIB agricole dans les années 90 et progrès accomplis en vue de la cible des OMD



Source: FAO; Banque mondiale

Croissance économique et réduction de la faim au Botswana et au Pérou, 1990-2000

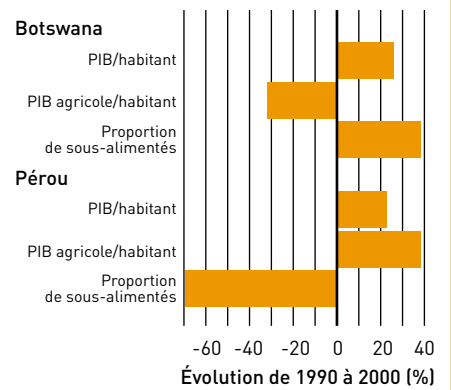
Le Botswana et le Pérou ont tous deux enregistré une forte croissance économique durant les années 90. La comparaison s'arrête là dès lors qu'on examine la baisse de prévalence de la faim. Le Pérou est parvenu à réduire la prévalence de la faim de presque 70 pour cent, atteignant ainsi l'objectif des OMD avec 15 ans d'avance. Au Botswana en revanche, elle s'est accrue alors même que l'économie nationale décollait.

Il est intéressant de noter que le PIB agricole du Pérou a grimpé encore plus rapidement que le reste de l'économie, partiellement entraîné par la diversification en faveur d'exportations à valeur ajoutée non conventionnelles qui ont gonflé les revenus agricoles et créé des emplois dans la transformation. Le PIB agricole du Botswana s'est quant à lui effondré de presque 40 pour cent.

De nombreux autres facteurs contribuent à la disparité entre le Botswana

et le Pérou. Ainsi, le Botswana a été massivement frappé par la pandémie de VIH/SIDA, avec plus de 35 pour cent de la population adulte infectée. Au Pérou en revanche, le taux d'infection est inférieur à 1 pour cent.

Croissance économique et réduction de la faim Botswana et au Pérou dans les années 90



Source: FAO; Banque mondiale

nées concernant l'Inde et a constaté que la croissance en zones rurales et dans le secteur agricole a un impact bien plus marqué sur la lutte contre la pauvreté que celle de l'industrie et des zones urbaines.

Un schéma analogue se dégage de l'analyse des relations entre croissance et réduction de la faim. Si l'on regroupe les pays en fonction des avancées de la lutte contre la faim dans les années 90, le groupe qui est en bonne voie pour atteindre la cible des OMD en la matière est celui où le secteur agricole s'est développé (voir le graphique).

Les comparaisons inter et intranationales montrent elles aussi l'importance de la composition de la croissance. En Inde par exemple, la prévalence de la faim a nettement diminué durant les années 80, alors que le secteur agricole était florissant et que l'économie nationale stagnait. Toutefois, les progrès marqués dans la lutte contre la faim ont tourné court pendant la seconde moitié des années 90, précisément lorsque le PIB national s'est redressé, et que la

croissance agricole a ralenti. Un lien semblable entre croissance du secteur agricole et réduction de la faim peut être mis en évidence en comparant le Botswana et le Pérou, deux pays dont le PIB a affiché une croissance rapide dans les années 90, mais où les retombées sur la faim ont été fort différentes (voir l'encadré).

Ces exemples parmi d'autres appuient la notion que, pour importante qu'elle soit, la croissance économique ne saurait suffire à elle seule à réduire la faim, et que la croissance du secteur agricole dans les pays en développement a un impact bien plus considérable que la croissance de l'industrie et des zones urbaines sur la réduction de la faim. De plus, les progrès sont fonction de nombreux autres facteurs, notamment le taux d'infection à VIH, l'ouverture du commerce, la stabilité politique, la lutte contre la corruption et d'autres aspects souvent regroupés sous le terme de «gouvernance» (voir les pages 10 et 11).

La sous-alimentation dans le monde

Le rôle de la gouvernance dans la réduction de la faim

L'analyse de l'impact de la croissance économique sur la faim et la pauvreté montre que les conditions initiales font une grosse différence (voir les pages 8 et 9). La pauvreté diminue beaucoup plus rapidement et dans des proportions bien plus importantes lorsque la croissance intervient dans des pays où la situation politique est stable, la corruption peu répandue, et où la productivité agricole et les taux d'alphabétisation sont élevés. Nombre de ces conditions favorables initiales peuvent être considérées comme des indicateurs de ce que l'on appelle fréquemment la «bonne gouvernance».

Les définitions et les mesures de la gouvernance varient considérablement. La Banque mondiale la définit comme «l'ensemble des traditions et des institutions grâce auxquelles l'autorité est exercée dans un pays» et collecte plus de 350 variables pour la constitution de six indicateurs composites.

D'autres organisations œuvrant dans le domaine du développement comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont fait

valoir que la bonne gouvernance concerne également l'offre de «biens publics» essentiels, notion qui englobe la paix et la sécurité, mais aussi la construction de routes et l'électrification des zones rurales. Les partisans d'une approche du développement «fondée sur les droits» affirment que la bonne gouvernance doit également comprendre l'appui aux droits fondamentaux de la personne, y compris le droit à l'alimentation.

Ces dimensions de la gouvernance sont toutes trois importantes pour la lutte contre la faim et l'avènement de la sécurité alimentaire.

Les indicateurs de la Banque mondiale

Les analyses économiques confirment que les indicateurs de bonne gouvernance utilisés par la Banque mondiale permettent de distinguer avec un degré considérable de précision les pays en développement qui ont réussi à ramener la faim à des niveaux relativement faibles de ceux qui n'y sont pas parvenus. Avec seulement quatre indicateurs

- la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la primauté du droit et la lutte contre la corruption -, on peut distinguer précisément les deux tiers des pays sans avoir à recourir à de quelconques autres facteurs connus pour le rôle important qu'ils jouent dans la réduction de la faim, par exemple la croissance économique et agricole (voir les pages 8 et 9), le niveau d'éducation et l'ampleur des inégalités en matière d'accès à l'alimentation.

En revanche, ces indicateurs de gouvernance sont beaucoup moins efficaces lorsqu'il s'agit de distinguer les pays qui ont marqué des progrès dans la lutte contre la faim durant les années 90 de ceux où la prévalence de la sous-alimentation a augmenté ou est restée inchangée (voir le graphique).

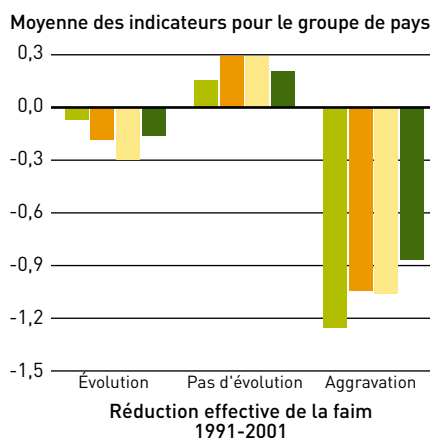
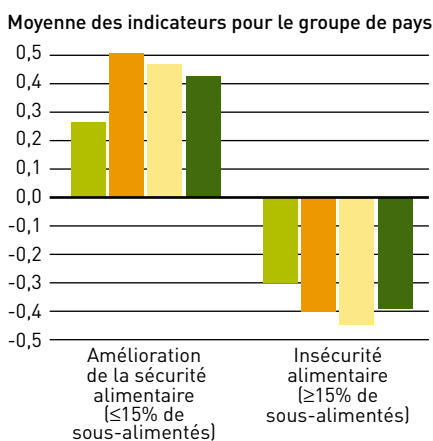
Comme il se doit, les pays où la sécurité alimentaire s'est détériorée sont également ceux qui ont été les moins stables politiquement, où la règle de droit était la plus défaillante et où la corruption est généralisée. Dans nombre de ces pays, les conflits ont érodé la fibre politique et juridique de la gouvernance. Toutefois, ces mêmes indicateurs sont également légèrement négatifs pour le groupe de pays qui est parvenu à réduire la sous-alimentation. En tant que groupe, seuls les pays où la faim est restée inchangée obtiennent des notes positives par rapport aux indicateurs de bonne gouvernance de la Banque mondiale.

Cette analyse semble indiquer que l'absence des divers aspects de la bonne gouvernance représente un obstacle majeur à la réduction de la faim, mais que les progrès dans ce domaine dépendent de nombreux autres facteurs.

L'offre de biens publics essentiels

Bon nombre de ces autres facteurs comptent parmi les «biens publics» qui constituent les responsabilités et les indicateurs de la bonne gouvernance selon l'IFPRI. La paix intérieure, la souverai-

Indicateurs relatifs à la gouvernance, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la faim dans les années 90



Source: Banque mondiale; FAO



neté du droit, les infrastructures rurales et la recherche agricole sont par exemple essentiels à l'augmentation de la production agricole et à la réduction de la faim et de la pauvreté dans les zones rurales qui abritent les trois quarts des victimes de la faim dans le monde.

Lorsque les gouvernements ne parviennent pas à maintenir la paix au sein de leurs frontières, les violences causées par les conflits ébranlent la production agricole et l'accès à l'alimentation. En Afrique, on a constaté que la production alimentaire par habitant a chuté en moyenne de 12,4 pour cent durant les périodes de conflit.

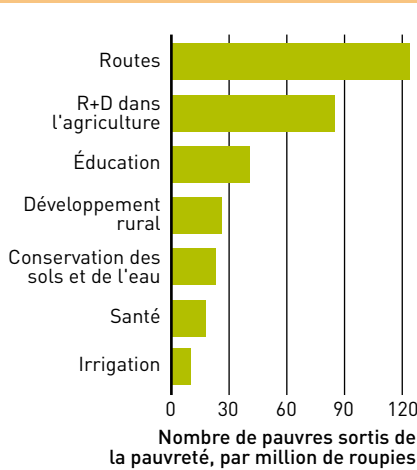
L'affaiblissement de la règle de droit mine elle aussi la productivité agricole et la sécurité alimentaire en précarisant la propriété et les titres fonciers et en détournant les investissements. Du fait de l'absence de routes, d'électrification et de moyens de communication dans les zones rurales, les agriculteurs sont confrontés à des difficultés et à des coûts accrus pour acheminer leurs produits jusqu'aux marchés et se procurer des engrais et d'autres intrants agricoles.

Selon des études réalisées en Chine et en Inde, la construction de routes est «l'investissement le plus productif dans les biens publics pour lutter contre la pauvreté» (voir graphique). Il semblerait en outre qu'elle ait un effet analogue sur la réduction de la faim. Lorsque la Chine a mis en place des arrangements fonciers garantis au profit des ménages et a commencé à investir massivement dans les infrastructures rurales et la recherche agricole à la fin des années 70, la production agricole est montée en flèche et la faim a décliné rapidement. Au cours des deux décennies suivantes, la production céréalière totale a augmenté de 65 pour cent, tandis que la prévalence de la faim a été réduite de quasiment deux tiers.

Aspect révélateur, le développement des infrastructures rurales est souvent au plus bas dans les pays et les régions fortement touchés par la faim. Ainsi, la densité routière en Afrique au début des années 90 était inférieure à un sixième de celle de l'Inde à l'époque de l'indépendance, en 1950 (voir le graphique).

Pour évaluer la gouvernance, on peut également examiner le degré de cor-

Investissements publics en zones rurales et réduction de la pauvreté en Inde



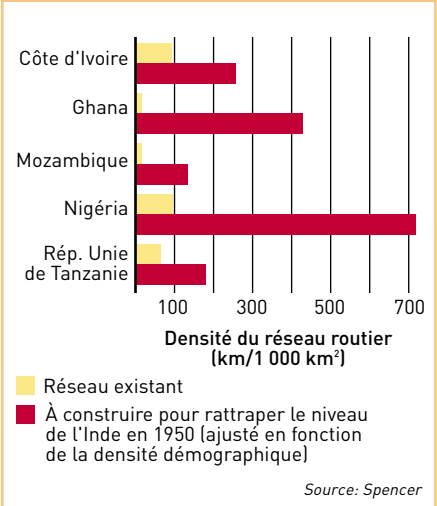
respondance entre les investissements publics dans l'agriculture et la recherche agricole et l'importance de ce secteur dans l'économie nationale et le bien-être général de la population. Dans les pays fortement touchés par la faim où environ 70 pour cent de la population en moyenne dépendent de l'agriculture, la part des dépenses publiques investies dans l'agriculture en proportion de l'importance de ce secteur dans l'économie nationale est très largement inférieure à celle des investissements réalisés par les pays où l'incidence de la faim est plus faible (voir le graphique).

Gouvernance et droit à l'alimentation

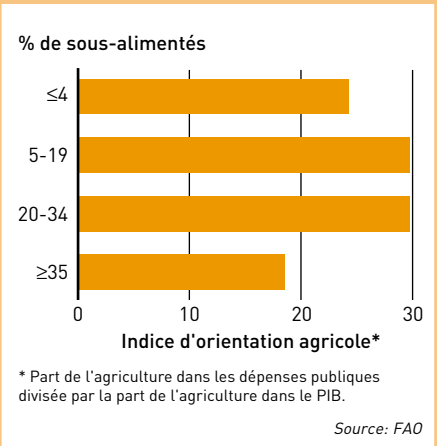
Lorsque le Sommet mondial de l'alimentation a réaffirmé «le droit fondamental de toute personne à s'affranchir de la faim», il a mis en évidence une autre dimension de la bonne gouvernance, à savoir l'obligation faite aux États de respecter les droits de la personne et les libertés fondamentales. En 2004, l'adoption par le Conseil de la FAO des «Lignes directrices facultatives en vue de la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte d'une sécurité alimentaire nationale» a fourni aux États un moyen pratique leur permettant de s'acquitter de cette obligation.

L'impact de la bonne gouvernance et de la sécurité alimentaire est patent dans

Densité du réseau routier rural dans certains pays d'Afrique, début des années 90



Engagement en faveur de l'agriculture des pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



plusieurs pays qui ont reconnu le droit à l'alimentation comme étant de la compétence de la justice. En Inde par exemple, la Cour suprême a ordonné que des repas cuisinés soient servis dans toutes les écoles du pays. La nutrition et l'assiduité scolaire se sont considérablement améliorées là où le programme a été mis en œuvre, notamment chez les filles. Étant donné le rôle capital de la nutrition des mères et de l'éducation pour briser le cycle de la faim et de la pauvreté, les retombées de ce programme se feront sentir positivement sur les générations à venir (voir les pages 16 et 20).

La sous-alimentation dans le monde

Les zones critiques de la faim: les effets complexes des catastrophes naturelles

Si les raisons sont complexes, la tendance est claire: les catastrophes naturelles sont plus fréquentes, plus meurtrières et plus coûteuses, comme l'atteste cette simple mesure: les pertes annuelles moyennes imputables aux ouragans, aux sécheresses, aux séismes et autres catastrophes naturelles pendant les années 90 étaient neuf fois plus importantes qu'il y a 30 ans de cela (voir le graphique).

L'impact des catastrophes naturelles est bien plus considérable sur les pays pauvres que sur les pays plus riches, tant en termes absolus que relatifs. Leurs populations peuvent rarement se réinstaller loin des zones fréquemment touchées par les catastrophes, ou renforcer leurs maisons et leurs exploitations. Leurs infrastructures et leurs économies sont généralement moins diversifiées et plus fragiles, de sorte qu'une catastrophe naturelle peut retarder l'ensemble du processus de développement.

Les catastrophes naturelles peuvent également détériorer la sécurité alimentaire de manière inégale et complexe. Leur impact sur les groupes et

les communautés varie en fonction des lieux d'implantation, de la profession et du statut social, sans parler des divisions économiques, politiques et culturelles. On peut en voir des manifestations dans les effets de deux récentes catastrophes, la sécheresse et l'infestation de criquets pèlerins qui ont ravagé l'Afrique du Nord et de l'Ouest en 2003-04, ainsi que le tremblement de terre et le tsunami qu'a subi l'océan Indien en 2004, notamment dans la province indonésienne d'Aceh.

Sécheresse et criquets pèlerins en Afrique

À la fin de 2003, les conditions météorologiques favorables ont favorisé le développement des populations de criquets pèlerins dans le Maghreb et une partie du Sahel. La FAO a diffusé des alertes sur la probabilité d'une infestation. Au début de 2004, des essaims de criquets ont déferlé sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest et au-delà, puisqu'ils ont été signalés jusqu'à Chypre, en Égypte, en Guinée et au Yémen. La plupart des essaims sont

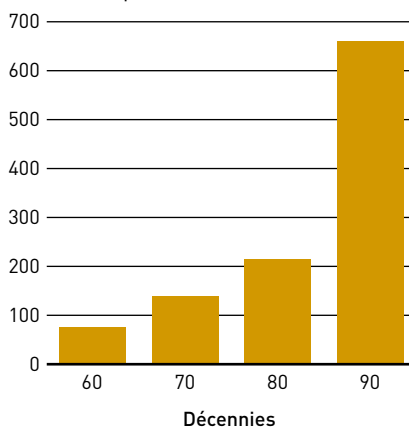
toutefois restés dans le nord-ouest de l'Afrique et le Sahel où ils ont ravagé les cultures et la végétation naturelle.

Dans le Sahel, les précipitations suivent un gradient et se raréfient à mesure qu'on avance vers le nord, pour disparaître quasi-totalement dans le Sahara. Ainsi, la partie sud d'un pays tel que le Mali enregistre des précipitations annuelles presque deux fois supérieures à celles des zones peuplées du nord. L'activité agricole reflète le schéma des précipitations, les exploitations intensives étant regroupées le long de la bande méridionale, l'agriculture vivrière et l'élevage occupant le centre du pays, tandis que les troupeaux nomades de chèvres et de chameaux sont élevés dans l'extrême nord.

En 2004, les écarts de pluviométrie entre le nord et le sud ont été plus prononcés qu'à l'accoutumée. Les zones arides du nord ont connu une grave sécheresse alors que les précipitations ont augmenté dans les régions humides du sud (voir la carte). Les criquets pèlerins qui sont extrêmement sensibles aux conditions environnementales ont une préférence pour le temps sec et la végé-

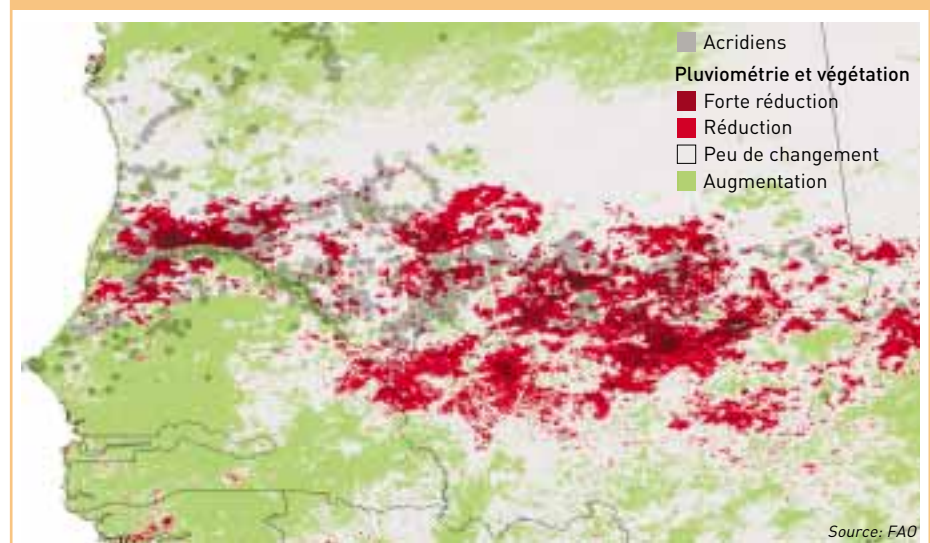
Pertes économiques dues à des désastres naturels

Valeur annuelle moyenne, milliards de \$EU



Source: PNUD

Les acridiens et changements de la pluviométrie au Sahel, 2003-04





tation rabougrie du nord. Ils y ont totalement dévasté les cultures et les zones de pâturage déjà considérées marginales durant les bonnes années, et ont globalement épargné les régions comparativement verdoyantes au sud.

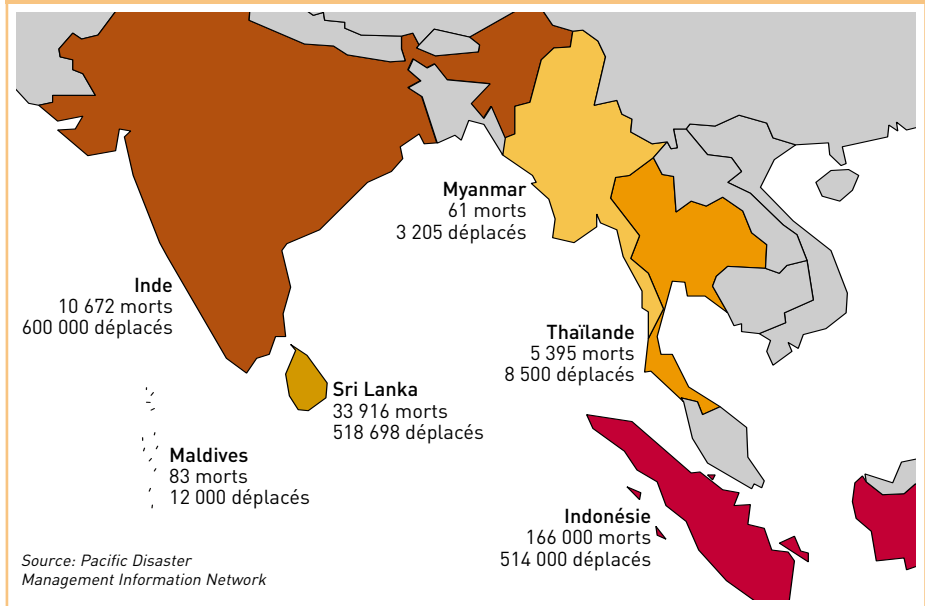
Comme la production alimentaire provient essentiellement du sud, la plupart des pays de la région ont été préservés d'une catastrophe majeure. À l'échelon de la région, la production agricole en 2004 est restée proche de la moyenne quinquennale. En revanche, les essaims de criquets ont ravagé la Mauritanie où ils ont séjourné le plus longtemps, ainsi que les régions septentrionales d'autres pays. De nombreux pasteurs ont migré vers le sud avec leurs troupeaux, ce qui a donné lieu à des conflits d'utilisation des ressources en eau et en terres. D'autres ont été forcés de vendre leurs animaux à perte, ou d'abandonner leurs exploitations. Pour nombre des régions et des groupes appauvris du Sahel, la situation resterait désespérée jusqu'à la récolte d'octobre 2005, incitant plusieurs pays à lancer un appel d'urgence au mois de mai.

Le tsunami de l'océan Indien

Le séisme qui est intervenu au large des côtes de Sumatra (Indonésie) le 26 décembre 2004 était le plus violent enregistré en 40 ans. Il a provoqué un tsunami qui a tué 240 000 personnes selon les estimations, et déplacé plus de 1,6 million de personnes. La pêche et l'agriculture côtière ont été détruites dans de nombreuses régions, privant les communautés de leur principale source d'alimentation et de revenus. L'impact du tsunami sur l'économie nationale varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour les grands pays comme l'Indonésie, les pertes économiques ont été considérables localement mais, à 2,2 pour cent du PIB selon les estimations, elles demeurent non significatives au niveau national. Aux Maldives et dans plusieurs autres petits pays, le tsunami a emporté avec lui jusqu'à 60 pour cent du PIB annuel.

L'impact sur la sécurité alimentaire a également été très inégal. Le secteur agricole très limité de petits États insulaires tels que les Maldives et les Sey-

Impact du tsunami sur les pays de l'océan Indien



chelles a été totalement ravagé. La production rizicole nationale de l'Indonésie, de Sri Lanka et de la Thaïlande n'a pas été gravement touchée.

Cependant, de nombreuses provinces côtières ont été durement frappées, notamment dans les communautés qui, avant le désastre, étaient déjà gravement touchées par la pauvreté et par la faim. Dans la province indonésienne d'Aceh par exemple, près de 30 pour cent de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté avant le tsunami, soit presque deux fois la moyenne nationale. Plus de 35 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentaient déjà un déficit pondéral. Étant donné la destruction des bateaux de pêche, des filets et autres engins et le déracinement de nombreuses familles de pêcheurs, la production de la pêche côtière comme celle de la pêche hauturière devrait chuter de moitié en 2005. En dépit d'un excédent de riz de 200 000 tonnes attendu dans la province, de nombreux agriculteurs vivant en zones côtières ont perdu deux récoltes consécutives de paddy.

À Aceh, comme à Sri Lanka, les problèmes de sécurité alimentaire ont été exacerbés par les conflits anciens opposant le gouvernement à un mouvement séparatiste. Après le tsunami, l'insécurité persistante est venue compliquer

les opérations de secours d'urgence et de relèvement.

Catastrophes naturelles et développement

Comme le montrent ces deux situations d'urgence différentes, même lorsque les catastrophes naturelles n'ont pas d'effet majeur sur le volume global des approvisionnements alimentaires, elles peuvent avoir des conséquences désastreuses sur certains groupes de population. Ce sont souvent les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus durement frappés, ce qui exacerbe encore la pauvreté et la malnutrition. Les catastrophes détruisent également les moyens de subsistance précaires à un point tel que les populations sont déplacées et qu'une action de relèvement à long terme s'impose. Enfin, elles ont tendance à frapper les pays qui sont à la fois pauvres et mal préparés, les reléguant ainsi encore plus à la traîne du développement.

C'est l'ampleur de ces dégâts qui a incité la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, tenue à Kobé (Japon) en janvier 2005, à préconiser l'intégration expresse des mesures de prévention et d'atténuation des catastrophes dans les stratégies de développement nationales.